

Burkina-Faso
(1987-1992)

© L'Harmattan, 2001
ISBN : 2-7475-0661-4

Alain Deschamps

**Burkina-Faso
(1987-1992)**

"Le pays des hommes intègres"

L'Harmattan

5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Inc.

55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) CANADA
H2Y 1K9

L'Harmattan Hongrie

Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia

Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

Première partie

**Quinquennat à
l'ambassade de France**

I

Sur la route de Ouagadougou

C'est en 1987 que j'entendis, pour la première fois, parler du Burkina Faso. J'assistais alors à la réunion des ambassadeurs de France en Afrique sub-saharienne. Cette rencontre avait lieu à Paris tous les ans. Elle offrait à chacun de nous l'occasion d'assiéger dans leurs bureaux de la capitale les destinataires de nos lettres et télégrammes urgents restés en instance. Elle permettait de retrouver les collègues et, parmi eux, nombre de *chers camarades*¹ car, à l'époque, la quasi totalité des chefs de missions diplomatiques en Afrique francophone venait de la France d'Outre-Mer. Elle s'agrémentait de quelques repas ministériels et d'une réception à l'Élysée.

Nous nous y pressions, vêtus de notre mieux et nos boutonniers fleuries de rubans ou rosettes bleues ou rouges. Nous papotons en attendant l'apparition du maître des lieux et de nos carrières. Dès qu'il était annoncé le protocole nous alignait, dans l'ordre alphabétique de nos pays de résidence, sur trois côtés d'un carré imaginaire. Le président se montrait enfin, masque et buste marmoréens sur des jambes assez courtes. Il se plaçait au milieu du quatrième côté, entouré de ministres, directeurs et porte-serviettes divers. Un silence respectueux s'établissait. Le chef de l'Etat prononçait, à pro-

¹ Ancien élève de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-mer.

pos de notre politique africaine et du rôle que nous étions appelés à y jouer, une allocution aux termes si convenus que je les oubliais aussitôt. Puis il passait devant nos lignes, se faisait présenter chacun, serrait les mains et avait pour tous le mot aimable du souverain pour ses fidèles serviteurs. A la fin de l'exercice, il s'éclipsait. Nous rompions les rangs et nous dirigions vers un buffet où les plus dégourdis établissaient aisément le contact avec tel ou tel puissant du moment. Ce n'était pas mon cas et, je l'avoue, je trouvais le temps plutôt long.

Mais plus longs encore me semblaient les débats de notre réunion.

Ils s'étaient sur deux ou trois jours. Chaque point donnait lieu à un exposé de type magistral, de la part d'un ministre, d'un haut responsable ou d'une compétence qualifiée. Puis messieurs les ambassadeurs étaient invités à présenter leurs commentaires. Hélas !!! Nous étions bien une quarantaine et trop rares étaient ceux qui ne cédaient pas à la tentation d'exposer leurs vues sur tous les sujets. Les plus discrets étaient, bien sûr, les titulaires des ambassades les plus importantes. Qui représente la France à Dakar ou à Abidjan est bien connu là où il faut l'être et n'éprouvait pas le besoin de briller dans nos modestes conclaves. Mais qui végète à Praïa, Malabo ou Victoria y voit l'occasion, trop rare, de démontrer ses talents et la finesse de ses analyses. Sans doute notre ambassadeur à Lilongwe aurait-il cru faillir à ses devoirs s'il n'avait exposé longuement le point de vue du Malawi sur la politique étrangère de la Libye, la drogue, la francophonie, la télévision, le sida, la coopération en matière de police et autres sujets que Paris considérait d'une actualité brûlante. Ambassadeur à Moroni, j'avais le sentiment de ne pas parler plus qu'il ne fallait. Je ne sais s'il était partagé.

Lors de la réunion de 1987 notre ambassadeur au Burkina Faso fut invité à présenter un exposé sur le pays de sa résidence, lequel nous donnait quelque souci. C'était, bien entendu, un "cher camarade". Son propos était savamment balancé. Je compris tout de même qu'il n'avait pas la vie facile. Mais je n'écoutais que d'une oreille et me passionnais plus pour les médiocres dessins dont je griffonnais mon bloc que pour les états d'âme du capitaine Sankara.

La réunion s'acheva. Je retournais à Moroni, à ses mercenaires et à son chef d'Etat irascible.

Quelques semaines plus tard, un télégramme me proposa d'aller remplacer le cher camarade à Ouagadougou. Je me récitai mentalement le passage pertinent de la prière du parachutiste¹ et, bien sûr, j'acceptai.

*

* *

J'étais déjà allé à Ouagadougou. Je n'étais alors qu'un gamin. Cela se passait en 1942 dans ces temps préhistoriques où, en Afrique, les Blancs commandaient et portaient d'incommodes et disgracieux casques coloniaux. Mon père était gouverneur de la Côte d'Ivoire qui, plus vaste que celle d'aujourd'hui, s'étendait aussi sur la plus large part de l'Empire mossi. Celui-ci venait de se doter d'un nouvel empereur et le chef de la colonie s'était déplacé jusqu'à la capitale du *Mogho* pour les fêtes marquant l'avènement du souverain.

J'étais du voyage. On empruntait le petit train à voie métrique construit à travers la grande forêt au prix de bien

¹ « Seigneur, donnez-nous ce qui vous reste. Donnez-nous ce dont personne n'a voulu... »

des sueurs et des larmes. On l'appelait l'Abidjan-Niger. Cinquante ans après, ce tortillard n'a pas encore atteint le grand fleuve et il est douteux qu'il y parvienne jamais.

En 1942, son terminus était Bobo-Dioulasso. Il fallait deux jours pour l'atteindre. Nous les passions dans le confort du wagon spécial du gouverneur aux compartiments lambrissés de superbes boiseries. La température était éprouvante mais les fenêtres ouvertes assuraient une ventilation bienvenue. Elles étaient grillagées pour éviter l'entrée des moustiques mais, aussi et surtout, des escarilles. Quant à la poisseuse humidité de la Basse Côte d'Ivoire succédait la crépitante sécheresse de la Haute Côte, elles devenaient en effet flammèches et foyers d'incendie. Car la crachotante machine qui nous tirait chauffait au bois. Elle ahanait, faiblissait dans les montées et s'arrêtait souvent pour s'abreuver dans des gares où s'agitait une foule bruyante de voyageurs, de villageois curieux et de marchandes de fruits aux robes de couleurs vives. Vers la fin du périple il y avait moins de robes. Les dames du pays couvraient de simples bouquets de feuilles ce que, par devant et par derrière, la décence demande de cacher. Quelques-unes avaient inséré dans leur lèvre supérieure un de ces petits disques d'ivoire, de pierre ou de bois que l'on appelle *labret*.

Cinquante ans plus tard, en pays lobi, j'ai encore vu une vieille dame ainsi attifée, se rendant fort dignement au marché de Gaoua. Aujourd'hui il n'y a plus guère que les touristes européennes pour exhiber leur nudité sur les plages de la Casamance. Mais, c'est bien connu, le noir fait plus habillé.

A Bobo Dioulasso tout le monde descendait. On descendait aussi de la plate-forme la belle voiture du gouverneur. On ajustait sur son aile droite le fanion. On accrochait la remorque du gazogène auquel les malheurs du temps et la pé-

nurie d'essence contraignaient à avoir recours pour alimenter le moteur. Cet équipement ne permettait pas les performances mais avait inspiré une chansonnette dont je livre à la postérité le premier quatrain:

"Ah qu'il est beau mon gazogène

"Dans la descente, il faut le voir.

"Il va plus vite que la Seine

"Il va moins vite que la Loire.

La longue route (350 kilomètres) entre Bobo Dioulasso et Ouagadougou n'était alors pas bitumée, mais les administrateurs veillaient à son bon état et, du reste, la circulation, fort réduite, ne devait guère l'abîmer. Elle traversait un paysage de savane qui, en un demi-siècle, ne me paraît pas avoir beaucoup changé. La première impression est d'une grande monotonie. Mais, bien plus tard, après quelques années de séjour, j'en ai mieux apprécié la subtile palette.

En fin de saison sèche, surtout. Sous le ciel brumeux de chaleur, le jaune sobre de l'infini des herbes, celui plus soutenu des *sekos*, le gris des vieux chaumes coiffant l'ocre des cases rondes et des greniers à mil, le vert sombre des manguiers, celui plus léger des acacias dispersés sur la vaste pénéplaine, parfois la silhouette bleue d'un berger peul menant son troupeau de bœufs, composent un univers aux lignes apparemment immuables et dont l'austérité inspire plus la sérénité que la tristesse.

Je me suis dit alors bien souvent qu'après tant d'années de pays à mousson, averses tropicales, interminables crachins et végétation exubérante j'avais enfin trouvé, mais bien tard, celui qui me convenait le mieux. Je me suis dit aussi que ce goût pour la sécheresse et l'austérité était peut-être le signe de l'âge qui vient.

Mais, en 1942, je ne voyais guère le paysage ni même, je l'avoue, les humains qui, au passage de notre bo-

lide, s'arrêtaient et saluaient le fanion gubernatorial avec le sincère respect que depuis des siècles en pays mossi, on manifeste à celui qui a le pouvoir de commander.

Un ambassadeur ne l'a pas. Quand je revins en cette qualité il n'y avait plus ni gouverneur, ni administrateur ni, du reste, de Haute Côte d'Ivoire. Le chemin de fer atteignait Ouagadougou et les "volontaires" de la "bataille du rail" peinaient pour prolonger vers le nord un tronçon qui ne s'avéra guère praticable. Sur la route de 1987 un jour, de jeunes miliciens, prompts à saluer les fanions de mes collègues soviétique, chinois, cubain ou même américain, arrêterent ma voiture et feignirent d'ignorer ce que les trois couleurs du mien pouvaient bien représenter. Nombre de leurs parents les avaient pourtant servies. Elles avaient pendant près de soixante-dix ans flotté sur leur terre et été religieusement hissées tous les matins dans les cours des écoles. Je pris leur question pour une plaisanterie et ils finirent par me laisser passer. C'était au temps d'une *Révolution démocratique et populaire* qui commençait à battre sérieusement de l'aile.

Sur la route coloniale de 1942 je n'avais d'yeux que pour les animaux sauvages. Ils étaient nombreux à la traverser, les antilopes en bonds légers, les cynocéphales en formation quasi militaire dont de solides mâles aux gesticulations agressives couvraient la retraite. Cinquante ans après, ils ne se risquaient plus sur la route bitumée. Mais je vis une fois, au bord de celle-ci lorsqu'elle franchit la Volta Noire, le troupeau d'éléphants qui hante les lieux et que ne semble guère perturber un trafic automobile pourtant bien plus dense que jadis.

De Ouagadougou, à l'époque chef-lieu modeste, je n'ai guère gardé de souvenir. Mais sur un coffre, derrière mon bureau, trône le *Mogho naba* entouré de ses serviteurs et de sa cour. Ces figurines de métal dont les couleurs jadis vi-

ves sont aujourd'hui passées furent, je crois, données il y a un demi-siècle à mon père par celui qui venait d'être fait empereur des Mossi, sous le nom de *Naba Saga*.

II

Thomas Sankara et la Révolution démocratique et populaire

J'avais, innocent bambin, vécu le paternalisme tranquille d'une colonie où, en dépit de nos désastres militaires, la domination française semblait incontestée.

J'allais traverser les convulsions d'une révolution populaire à la veille de son Thermidor.

Dans le quart de siècle suivant la proclamation de son indépendance, la Haute-Volta a connu trois républiques et six gouvernements militaires. Se sont succédés à la tête de l'Etat un civil, un général, un colonel, un commandant, un jeune capitaine. Le rythme de ces changements s'est accéléré et lorsque les jeunes officiers entrèrent dans l'arène, des putsch brutaux et sanglants remplacèrent les manifestations de rue massives mais plutôt bon enfant.

Le civil, Maurice Yameogo, était un politicien habile et autoritaire. En six ans il parvint à s'aliéner à peu près tout le monde : la chefferie dont il s'efforça, sans succès, de réduire le pouvoir, l'Eglise lorsqu'il répudia sa première épouse, les contribuables, syndicalistes et fonctionnaires quand, pour résorber le déficit budgétaire, il imposa de sévères mesures d'austérité. Lorsqu'au retour de son voyage de noce à Acapulco avec sa seconde épouse, il décida de réduire

de 20 % le salaire des agents de l'Etat, la colère du populaire le contraignit à abandonner le pouvoir.

La rue, qui ne savait trop qu'en faire, le remit au chef d'état-major de l'Armée. Il ne l'avait pas souhaité mais ne se déroba pas.

Le colonel, puis général, Lamizana avait servi comme officier français en Indochine et en Algérie. C'était un homme honnête, simple et droit. Quand, en 1984, il fut traduit devant le Tribunal populaire de la Révolution, l'indignation, elle vraiment populaire, contraignit les juges à l'acquitter aux applaudissements de la foule. Il s'efforça, pendant quatorze ans de trouver la formule magique qui permettrait à l'Armée de rendre le pouvoir aux civils et d'instaurer un régime où le libre jeu des partis et des activités syndicales assurerait dans l'harmonie le fonctionnement d'une saine démocratie. On passa ainsi d'un Gouvernement militaire provisoire à une Deuxième république qui rétablissait un régime parlementaire mais dont la Constitution stipulait que « *les charges et prérogatives du président de la République seraient assumées par la personnalité militaire la plus ancienne dans le grade le plus élevé* ». Cette précaution n'empêcha pas une dérive politicienne que sanctionna le retour à trois années de tutorat militaire et d'austérité financière. La troisième République à la tête de laquelle le général Lamizana fut élu après une mise en ballottage fort inhabituelle à l'époque pour un chef d'Etat africain, ne dura que deux ans.

L'agitation des syndicats et les stériles querelles des partis conduisirent vite à la confusion. La population, mais aussi l'Eglise, accueillirent donc le coup d'état du colonel Saye Zerbo avec un enthousiasme qui dura peu.

Cet officier, à la main lourde pour les politiciens et les syndicalistes, et dont la devise était « *dignité et sacrifice* »

s'aliéna vite ceux pour qui les sacrifices n'avaient point d'attrait. En novembre 1982, son *Comité militaire de redressement pour le salut national* fut renversé par un nouveau putsch où, pour la première fois, le sang coula. Il coulerait plus encore car c'en était fini de l'unité de l'Armée.

Au sein d'un nouveau *Comité de salut public* au nom évocateur de la Révolution française, les jeunes officiers qu'inspiraient plutôt les révolutions russe ou chinoise, s'opposaient à leurs anciens, moins radicaux. Propulsé, sans l'avoir voulu, à la barre de cet esquif promis aux tempêtes, l'innocent médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo, excellent pédiatre, médiocre tête politique, avait la tâche impossible de maintenir le cap vers un horizon obscurci par les querelles des factions rivales. Le 4 août 1983, un *coup* qui faisait une quinzaine de tués, dont le colonel Somé, chef d'état-major de l'armée, coulait le navire et instaurait un *Conseil national de la Révolution*. Le capitaine Thomas Sankara devenait le chef d'un Etat dont jusqu'alors le monde n'avait guère entendu parler. Il allait le faire connaître par ses éclats.

*

* *

Maurice Yameogo et Jean-Baptiste Ouedraogo étaient mossi. Lamizana et Saye Zerbo étaient samo. Sankara était silmi-mossi, résultat du mélange des sangs de nomades peul et de paysans mossi. Cette combinaison a la réputation de produire des êtres instables. Une de ses amies françaises, à qui il confiait ses états d'âme, m'a dit que le jeune chef révolutionnaire à la posture assurée connaissait en effet des moments de dépression. Il est vrai que tenter de changer les bases de sociétés figées dans des croyances et traditions séculaires est aller au devant de périls et de déceptions propres à ébranler les cœurs les plus fermes.

Comme nombre de jeunes officiers, si différents des générations formées dans nos armées et sur nos champs de bataille, Thomas Sankara avait, au Prytanée militaire du Kadiogo, été marqué par l'influence du professeur Adama Touré, militant communiste. Le démon de la politique le saisit.

Il avait ce qu'il fallait pour briller dans cette carrière. Il était passionné. Son esprit était vif. La force de ses convictions, son verbe exalté et imagé en faisaient un orateur populaire. Il était même honnête et, en tout cas, les efforts déployés après sa mort pour prouver le contraire, n'ont guère convaincu. Il débordait d'idées, y compris les plus saugrenues et semblait prêt à relever tous les défis, voire à les provoquer.

Un sens inné de la mise en scène faisait valoir ces qualités et lui conquit, chez lui comme à l'étranger et notamment en France, nombre d'admirateurs. Des jeunes, bien sûr, qui gobent toutes les mouches, mais aussi des journalistes, des intellectuels, de bonnes âmes non sans influence, tous et toutes séduits par ses opinions progressistes et sa façon.

Son ancien conseiller de presse m'a raconté que, lorsque Thomas Sankara devint chef de l'Etat, toute audience d'un étranger faisait l'objet d'une préparation minutieuse. Tel visiteur féru d'histoire médiévale s'émerveillait d'entendre ce jeune capitaine issu de la brousse dissenter avec brio de l'architecture romane ou de la querelle des universaux. Il ne se doutait guère que son brillant interlocuteur avait passé une partie de la nuit à dévorer les ouvrages spécialisés que, sur sa demande, son ambassade à Paris lui avait expédié de toute urgence.

Sans doute, la conduite héroïque qui, selon ses thuriféraires fut la sienne en 1974, lors de la première *guerre des pauvres* entre la Haute Volta et le Mali puis sa démission fracassante au cri de « *malheur à ceux qui bâillonnent le peu-*

ple » du poste de secrétaire d'état à l'Information du gouvernement Saye Zerbo contribuèrent-elles à sa légende.

Son charisme et ses talents divers en firent le porte-parole et la figure de proue des jeunes officiers dont Lénine, Mao Tse Toung ou Ho Chi Minh avaient forgé les convictions politiques et qui, dit on, étaient affiliés à un mystérieux *Regroupement des Officiers Communistes*, le ROC. Parmi ceux-ci Jean-Baptiste Lingani, Henri Zongo et Blaise Compaoré allaient, avec Thomas Sankara puis contre lui, jouer les premiers rôles d'une tragédie riche en complots tortueux, rebondissements inattendus et morts brutales.

Sankara fut-il du *putsch* qui renversa Saye Zerbo ? L'appui de ses pairs, celui des partis et syndicats de gauche qui avaient précipité la chute du digne colonel faisait en tout cas du jeune tribun un personnage incontournable de la nouvelle scène politique.

Jean-Baptiste Ouedraogo dut, vraisemblablement sans enthousiasme, en faire en janvier 1983 son Premier ministre et, aussitôt s'en repentir.

Au sommet de l'Etat tonnaient désormais deux voix discordantes, la plus jeune étant la plus véhémement et la plus goûtée du populaire. Début mai, la visite, à l'invitation de Thomas Sankara, de l'inquiétant colonel Khaddafi surprit le chef de l'Etat et apparut comme une provocation à tous ceux qui dénonçaient la politique étrangère du chef de la Jamahiriya libyenne. Accusés d'avoir porté un coup à l'unité nationale le Premier ministre trublion et Lingani furent arrêtés le 17 mai. Zongo fut assiégé dans son cantonnement militaire. Mais le prudent Compaoré avait trouvé refuge à Po, à la frontière du Ghana chez ses soldats du Centre National d'Entraînement Commando (C.N.E.C.), réputés comme les meilleurs de l'Armée. Il organisa la résistance, rallia élèves, étudiants, et ce que l'on appelle en France "le peuple de gau-

che". Des manifestations contraignirent le faible Ouedraogo à relâcher les prisonniers. Le sort du pauvre pédiatre était dès lors scellé. Le 4 août, veille de la célébration de la fête nationale, juste après l'audition de l'hymne clôturant le traditionnel message présidentiel à la nation, les radios se firent muettes, les écrans de télévision vides. Puis apparut sur ceux-ci un visage inattendu cependant que retentissait une voix bien connue. Thomas Sankara annonçait, avec l'abolition du régime qui l'avait embastillé, l'avènement d'une ère nouvelle.

Montés discrètement de leur base de Po les paracommandos de Blaise Compaoré s'étaient emparés des points sensibles de la capitale et venaient de réussir le nouveau *coup* qui en ouvrait la voie. Avaient-ils pris de vitesse la *faction néocolonialiste des militaires réactionnaires* qui mijotaient l'élimination des jeunes artisans de la *Révolution démocratique et populaire* ? Cela a été prétendu mais le colonel Somé, accusé d'avoir nourri d'aussi sombres desseins, emporta le secret dans la tombe.

A partir du 5 août 1983 tout changea et, tout d'abord, les apparences. Le pays fut doté d'une philosophie politique, d'un nouveau nom, d'un nouveau drapeau et d'une nouvelle devise remplaçant celle, médiocrement exaltante « *Unité, Travail, Justice* » de l'ancienne Haute-Volta.

« *La patrie ou la mort ? Nous vaincrons* » avait certes plus de zest. Empruntée à Cuba (*Patria o muerte venceremos*), elle était sans doute mieux adaptée au tempérament rodomont des Latins qu'à celui des Burkinabé, du moins ceux qui, plus Sancho que Don Quichotte, et vite fatigués de tant d'héroïsme verbal se satisfaisaient d'un prudent : « *La patrie ou la mort ? Nous verrons* ».

Mais elle faisait vibrer ceux qui, admirateurs de Che Guevara et formés aux joutes verbales des cafés du Quartier Latin d'après mai 1968, rêvaient d'héroïsme révolutionnaire.